

en France de 1933 à 1945 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 août 1946] (p. 3401). — du projet de loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole ; Art. premier : *Son amendement concernant le contentieux des accidents du travail et des maladies professionnelles* [4 octobre 1946] (p. 4629).

GROS (M. Antonin), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

Dépôts :

Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, n° 220. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à chaque viticulteur une part de vin réservataire correspondant aux besoins réels de son exploitation, n° 451. — Le 19 septembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux viticulteurs ayant eu une récolte déficitaire, une indemnité pour insuffisance de rendement, n° 937. — Le 27 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 décembre 1941 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, n° 1086. — Le 30 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898, l'article 563 du Code des assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, et les articles 22 et 23 de l'ordonnance n° 45-2433 du 19 octobre 1945 sur les accidents du travail et à rajuster les rentes et allocations accordées à certaines victimes d'accidents du travail survenus dans les professions non agricoles ou à leurs ayants droit ; II. les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 13 juillet 1945 portant rajustement des rentes et allocations attribuées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants

droit ; 2° de M. Chaze et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 120.000 francs la partie du salaire annuel non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 60.000 francs et à l'extension du rajustement aux mutilés atteints d'une incapacité égale ou supérieure à 10 0/0 ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes d'accidents du travail et à la fixation à 100.000 francs de la partie irréductible du salaire pour le calcul des rentes, n° 1133.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Vienne [12 juin 1946] (A., p. 2527). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 septembre 1946] (p. 4126, 4128) ; Chap. 152 : *Son amendement* (p. 4137) ; *le retire* (ibid.).

GROUDIÈRE, Voy. QUÉNAULT DE LA.

GUÉRIN (Mme Lucie), Député du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Dépôt :

Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés et déficients, n° 242.

GUÉRIN (M. Maurice), Député du département du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Com-

mission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545). — Est proclamé *Vice-Président de la Haute Cour de justice* [26 juin 1946] (p. 2571).

Interventions :

Est entendu dans la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Soutient l'amendement de M. de Tinguy au premier alinéa* [28 août 1946] (p. 3363) ; DU CONSEIL DES MINISTRES ; Art. 33 : *Son amendement* [5 septembre 1946] (p. 3553) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (p. 4375).

GUÉRIN (Mme Rose), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555).

Dépôt :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de compléter l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, concernant les bénéficiaires de droit de priorité en matière de logement, n° 147.

GUESDON (M. Raymond), Député du département de l'Orne.

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. Marin sur la réparation intégrale des dom-

mages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3168) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 113 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4132) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 3 : *Son amendement concernant les dommages matériels causés aux déportés et prisonniers* [4 octobre 1946] (p. 4602) ; *Le retire* (ibid.) ; *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont relatif aux personnes condamnées pour faits de collaboration* (p. 4607) ; Art. 14 : *Son amendement concernant le procès-verbal des éléments somptuaires* (p. 4609) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à faire payer le coût de la reconstruction au moment de la liquidation du dossier* (p. 4612) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (ibid.) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 4617).

GUIGUEN (M. Louis), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

Dépôts :

Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que l'exercice normal de leur droit de vote soit donné à tous les Français qui, pour une raison majeure, seraient absents de leur domicile légal lors des élections, n° 254.

— Le 17 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de résolution de M. Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans retard toutes les mesures pour hâter la renaissance du port de Dunkerque et lui assurer les moyens de lutter contre la concurrence des ports étrangers, n° 834. — Le 3 octobre 1946,